

F 1233
B.523
U.3



FONDO
FERNANDO DIAZ RAMIREZ

CHAPITRE PREMIER

ANARCHIE GOUVERNEMENTALE

Du 1^{er} Septembre au 31 Décembre

Fêtes de l'indépendance. — Incidents. — Les princes Iturbide. — Adoption de l'un d'eux. — Incidents provoqués par la mère du Prince. — Décrets futiles — Inauguration de la statue de Morélos. — Projets d'émancipation des Indiens. — Fameux décret draconien du 9 octobre 1865. — Attentats divers. — Décrets insignifiants. — Voyage de l'impératrice au Yucatan.

L'Empereur Maximilien vivait tranquille au bord du gouffre qu'il creusait chaque jour. Lorsque parfois il envisageait le danger de la situation, il se répandait en récriminations non fondées, mais ne tenait aucun compte des conseils désintéressés qui lui étaient prodigués. Quand son état d'énervement devenait trop aigu, que le poids des affaires semblait trop lourd, Sa Majesté allait faire un petit voyage où, dans les ovations des pauvres Indiens abrutis, il trouvait un soulagement et une jouissance, car il se croyait adoré de ses sujets. C'est ainsi que, le 25 août, il avait quitté Mexico pour visiter les mines de Real del Monte et recevoir les vivats, plus inconscients que sincères, de 6.000 ouvriers qui y étaient employés. Une dizaine de jours après, il revenait avec de nombreux projets dans la tête. Maximilien avait des idées, beaucoup même, et souvent des bonnes, mais elles étaient stériles. Incapable de les mettre en pratique, il concevait mais n'enfantait pas. Ce fut son malheur ! La poule pondait des œufs mais ne les couvait pas.

Du reste, à ses préoccupations, à ses rêveries de chef d'Etat, une grande diversion allait être procurée par la fête nationale du 16 septembre, anniversaire de l'indépendance du Mexique, à laquelle il se préparait à donner la plus éclatante solennité.

Chaque année, l'approche de cet anniversaire remuait partout les esprits et, dans les circonstances troublées où se trouvait alors le pays, on attendait cette époque avec inquiétude, car elle était désignée comme devant amener un *pronunciamiento* général autour de Mexico.

Les fêtes eurent lieu avec un grand éclat auquel contribuèrent largement les troupes françaises présentes à Mexico, ainsi que leur grand chef. Cependant, un incident se produisit à leur sujet; il fut regrettable surtout pour le Gouvernement mexicain qui le fit naître, et montra une fois de plus les sentiments qui l'animaient à notre égard ainsi que la malheureuse disposition qu'avait Maximilien à se placer sur un piédestal pour oublier les services que nous lui rendions.

Dans le programme pompeux des fêtes, en signalant le rôle que devaient remplir les troupes, l'armée française était désignée sous la rubrique d'*armée auxiliaire*. Ce qualificatif, blessant pour tout le corps expéditionnaire, qui était la cheville ouvrière de l'Empire de Maximilien et l'unique soutien de son trône, était une inconvenance que le Maréchal ne laissa pas échapper. Il en fit l'observation catégorique au grand maître des cérémonies qui répondit par une lettre embarrassée ne donnant, du reste, qu'une ombre de satisfaction. Le Maréchal en envoya la traduction à Paris pour qu'on en pût apprécier les spéciosités subtiles et au fond peu satisfaisantes.

Ce ne fut pas la seule cause de mécontentement pour les Français. En effet, au gallo solennel, réception de gala par les Souverains entourés de toute la cour, des hautes personnalités civiles et militaires, mexicaines et étrangères, il y eut des discours. Celui de l'Empereur, empreint d'un grand caractère de noblesse, de sentiments élevés et généreux, pro-

duisit une excellente impression. Il n'en fut pas de même de celui qu'adressa à Maximilien le ministre d'Etat dont l'esprit retors, malheureusement et volontairement sans doute, ouvrit la porte aux commentaires du public. Après avoir fait allusion à des incidents récents dont la justification fut douteuse, il garda un silence absolu à l'égard de la France. Cette double et perfide intention dans un discours où ce soi-disant homme d'Etat qu'était l'astucieux Ramirez s'attacha à ne rien dire qui put le compromettre aux yeux d'aucun des partis qui agitaient le Mexique, produisit une très fâcheuse impression. Aussi l'*Estafette*, vaillant petit journal français, que dirigeait avec autant d'habileté que de cranerie M. Charles de Barrès, s'en fit l'écho. Il releva vigoureusement l'allusion impertinente du ministre d'Etat sur les incidents *non justifiables* et formula, au nom de la population française de Mexico, une énergique protestation à l'égard du silence dédaigneux gardé envers la France.

Si la solennité patriotique de l'Indépendance inspira des discours parfois peu satisfaisants, mais dont les conséquences furent passagères, il n'en fut pas ainsi dans les actes plus positifs dont elle fut le prétexte. L'Empereur prit une mesure dont le moindre défaut était l'inutilité et qui n'était qu'une puérité, au propre comme au figuré. En effet, elle s'appliquait à des enfants, les petits-fils de Sa Majesté Iturbide I^{er}, ce brave homme qui, sous le titre d'Empereur du Mexique, régna pendant quelque temps, jusqu'au jour où, en 1824, il fut fusillé par ses sujets. Il y avait là un mauvais présage, mais Maximilien ne le vit pas. Il croyait sa dynastie perpétuelle ! Aussi n'ayant pas d'enfants, et assuré qu'il n'en aurait probablement jamais qui fussent susceptibles d'être héritiers de son trône, il avait eu l'idée, singulière tout au moins, d'adopter un des jeunes descendants de son prédécesseur couronné.

On savait depuis quelque temps, dans les régions élevées et officielles, que ce projet étrange hantait le cerveau rêveur du Souverain et on n'était pas sans inquiétudes, particuliè-

rement dans les esprits français, sur les conditions présentes et futures dans lesquelles serait faite cette adoption du jeune prince déchu. Aussi était-il important de savoir si cette adoption maximilienne ne consacrait pas un héritier éventuel de sa couronne; mesure plus hardie que réfléchie, car elle n'était pas prévue dans la constitution et, ne rentrant pas naturellement dans les règles ou les coutumes admises dans les gouvernements monarchiques, elle devait froisser le sentiment des Mexicains, même les plus acquis à la fortune impériale de Maximilien.

D'autre part, le corps diplomatique se montrait très ému d'un pareil coup d'Etat et la diplomatie française, représentée par le ministre de France et le maréchal Bazaine, était fort préoccupée, car cette modification grave, apportée dans le caractère de la souveraineté de l'ancien Archiduc d'Autriche, pouvait ne pas s'accommoder aux considérations qui avaient déterminé l'Empereur Napoléon à accepter et à soutenir sa candidature au trône du Mexique, ni aux projets éventuels de ce Souverain. Un grand nombre de personnalités politiques s'inquiétaient même de savoir si cette mesure était prise avec le consentement de la France, et l'on se demandait si cette combinaison, qui pouvait être contraire à notre politique, n'entraînerait pas un refroidissement dans les bonnes dispositions que nous avons pour le Mexique.

D'ailleurs, laissant de côté les impressions étrangères, était-il raisonnable, dans les circonstances où se trouvait l'Empire, de prendre une semblable disposition héréditaire? Le trône, à peine établi, était fragile sur un terrain tremblant, cette greffe dynastique ne pourrait pas végéter sur un sujet encore privé de racines, et si, par un néfaste et prochain coup du destin, l'Empereur venait à succomber, que deviendrait cet héritier sans force, sans résistance? Ces infortunés enfants inconsciemment affublés d'un manteau princier non garanti, seraient aussitôt dévorés par les Miramon, les Santa-Anna et autres voraces naufragés de la vieille galère présidentielle du Mexique.

En vérité, ce projet n'était pas même sérieux, et toute cette émotion s'évanouit dans une fausse alerte, en ce qui concernait, tout au moins, l'hérédité.

Les décrets, impatiemment attendus et tant commentés, se bornaient dans leurs considérants à vouloir réparer l'indifférence avec laquelle le Mexique avait laissé dans l'ombre et l'abandon la famille de son premier Empereur. Il n'était pas question, pour le moment, de succession au trône. Les Souverains se bornaient à adopter simplement les deux petits-fils d'Iturbide et à assurer à l'aîné une éducation en rapport avec sa nouvelle condition.

A cet effet, le jeune prince, âgé de 7 ans, fut transféré au palais impérial, sa famille ayant été invitée à vivre hors de Mexico. Cette dernière mesure produisit dans le public une mauvaise impression, car on ne s'était pas préoccupé de solliciter le consentement de la mère à se séparer de son enfant.

Quelques semaines plus tard, survint un fâcheux et pénible incident. Il ne fit pas grand bruit, mais impressionna désagréablement les personnes qui en eurent connaissance.

La princesse Iturbide, la mère du jeune Augustin, enlevé presque par la force et en quelque sorte séquestré dans le palais de Mexico, s'était vu avec douleur arracher son enfant, et c'est la mort dans le cœur qu'elle consentit à prendre le chemin de l'exil cruel qu'on lui imposait. Mais la pauvre femme n'eut pas le courage d'aller plus loin que Puebla. Elle revint à Mexico et alla se jeter aux pieds du maréchal Bazaine, le suppliant d'intercéder et de demander grâce pour le supplice qu'on lui infligeait. Après cette entrevue émouvante, nous avons vu cette malheureuse reconduite à sa voiture par le Maréchal et la Maréchale que des relations affectueuses unissaient à elle. Une douleur profonde accablait cette mère affolée, réclamant le droit de vivre près de son enfant. Une émotion intense étreignait notre chef. Le Maréchal fit une démarche auprès de l'Impératrice et lui fit connaître le douloureux état de la mère du prince Iturbide,

la suppliant de la prendre en pitié. Mais Sa Majesté s'attacha uniquement à lui démontrer qu'elle n'avait exercé aucune pression sur la princesse Iturbide pour la forcer à abandonner son enfant. Elle ne se préoccupa pas de donner la moindre satisfaction, si passagère qu'elle pût être, à la princesse Iturbide. Cette aventure produisit une fâcheuse impression car on la considérait comme une séquestration que ne pouvait justifier la raison d'Etat.

Cependant, la mère s'obstinait avec acharnement à revoir au moins son fils. Alors, pour faire cesser un scandale qui pouvait s'étendre et soulever une fâcheuse réprobation publique, et, d'autre part, mal conseillés par le parti clérical résolu à s'assurer pour l'avenir la possession du jeune Iturbide comme héritier du trône, les Souverains décidèrent de se débarrasser de la mère importune. Usant d'un subterfuge plutôt imprudent, ils l'attirèrent au palais, et la firent enlever mystérieusement avec le concours de deux soldats de la garde palatine et reconduire à Puebla !

Nous ignorions, au quartier général, les détails de ce drame de famille; le Maréchal seul en eut connaissance par une lettre que la victime put faire parvenir à la tante de la Maréchale, Mme Pedraza, veuve d'un ancien président de la République.

Cette lettre révélatrice fut envoyée au Gouvernement français qui put apprécier avec justesse le caractère et l'importance du décret de Maximilien concernant le prince Iturbide, ainsi que les incidents regrettables que provoqua son application par trop violente.

Ce décret, vraiment trop impérial, inutile et fâcheux, qui souleva ces incidents regrettables, n'était, en définitive, qu'une mince satisfaction donnée à l'attente du public, espérant des réformes qui s'imposaient et des mesures gouvernementales et politiques qui étaient d'une urgence impérieuse. Mais, il semble que Maximilien ait voulu, en cette circonstance, ne penser qu'à l'indépendance du pays et aux grands événements de son histoire; notamment au premier

Empereur du Mexique moderne. En fait de décisions souveraines, la montagne accoucha de ...trois souris ! Savoir : Un monument à la mémoire du premier Empereur du Mexique; un autre à celle de Morelos, ce prêtre guerrier qui conduisit les Indiens à la conquête de l'indépendance; enfin, encore un monument à cette indépendance elle-même. Toujours plus de beurre que de pain, mais pas d'argent pour payer ces inutilités du moment. On ne devait pas en avoir, puisqu'on en manquait pour solder les troupes.

Il est vrai que, quelques jours après, apparut une nouvelle envolée de décrets où on trouvait encore des nouveautés bien superflues et dont l'urgence était peu justifiée : la création d'une école impériale des services publics (si encore on avait dû y enseigner la moralité !); la construction d'un hôtel des Invalides, *sicut* Louis XIV ! Il faut reconnaître qu'après avoir ouvert ces sources de dépenses, Maximilien eut la sage pensée de promulguer les statuts de la nouvelle banque du Mexique, non celle offerte par la France, mais celle imposée par ses conseillers !

Pour en revenir à la toquade des monuments, il convient de remarquer qu'elle avait surtout un but de vulgaire popularité. Maximilien prenait prétexte à des cérémonies qu'il s'efforçait de rendre imposantes pour impressionner les esprits, et à des discours destinés à enflammer les cœurs. Il avait déjà préparé ces représentations populaires car il tenait des statues toutes prêtes. Si bien que quinze jours seulement après la grande fête de l'Indépendance, il nous fit assister à l'inauguration de l'image du grand patriote Morelos, dont c'était précisément le centième anniversaire de la naissance (30 septembre).

On avait eu recours à un grand déploiement de troupes, surtout celles « auxiliaires », les nôtres; on avait dressé des tribunes, des estrades, des ornements décoratifs partout et dépensé beaucoup d'argent, ce qui, du reste, n'est pas toujours un indice de richesse ! Mais, par un malencontreux hasard, il plut à torrents, ce qui refroidit si radicalement

l'ardeur des fonctionnaires et de la belle société de Mexico, que les tribunes restèrent presque vides. Cependant, l'Empereur, qui avait préparé un pathétique discours, ne pouvait se résigner à déverser sur des banquettes inconscientes les flots de son éloquence; il fut outré de l'indifférence des belles patriciennes de sa capitale et des fonctionnaires, qui lui devaient leurs charges, à savourer ses périodes oratoires lancées au peuple en l'honneur de la liberté. Alors, il eut un geste magnifique. Il ordonna de rompre les digues que formaient les cordons de troupes, d'abattre les barrières qui retenaient la foule, et il appela la populace, les Indiens peu vêtus, à envahir loges et tribunes pour garnir les places réservées à des plus riches. C'était absolument démocratique ! Le spectacle de cette cohue bigarrée, encadrée par les uniformes éclatants de pourpre et d'or de la Garde palatine impériale, n'était vraiment pas ordinaire : résurrection de César au forum ! Il n'y manquait qu'une garde prétorienne de Nubiens. Sa Majesté eut pu s'en entourer, puisque nous avions, à Vera-Cruz, tout un bataillon de ces noirs enfants d'Ethiopie, tout de blanc drapés pour mieux mettre en relief l'ébène de leurs corps superbes. On a beau être Maximilien, on ne pense pas à tout !

Cependant, au sein de tous ces contrastes matériels qui nous laissaient assez indifférents, apparut pour nous émouvoir profondément, un contraste moral plus saisissant encore que formulaient les cris enthousiastes de « *Viva la independencia* », vibrant sur les lèvres des malheureux Indiens déguenillés, fêtant la mémoire du héros qui crut leur donner l'indépendance, bien que pourtant leur condition du moment fut encore celle d'autrefois. Ces ilotes prédestinés n'ont jamais connu, après comme avant le cri d'affranchissement de Morelos, que la servitude et la misère, sous le joug des Mexicains comme sous celui des Espagnols. Et encore ce dernier était-il le plus léger.

Ce sentiment, Maximilien l'éprouva assurément, car au fond, son cœur était bon et généreux. Aussi; quelques jours

après cette cérémonie, il promulgua un décret qu'il méditait depuis longtemps dans le but d'améliorer le sort des travailleurs, et proclama l'émancipation des *Peones*, ainsi que l'extinction de leurs dettes passées.

Décret bien intentionné mais irréfléchi, car une révolution pareille dans un des éléments de l'état social, qui est la base de la vie d'un pays, ne peut se faire simplement en détruisant un état de choses sans mettre autre chose à sa place. Cette mesure, qui rendait la liberté à plusieurs millions d'habitants, sur une population de sept millions à peine, paraissait généreuse, humanitaire, mais ne l'était pas en réalité; car elle n'arrachait ces malheureux au servage effectif quoique déguisé, que pour les plonger dans la misère. Aussi, on peut dire qu'elle ne contenta personne. En effet, les propriétaires d'haciendas, immenses domaines qu'ils exploitaient avec le concours de ces Indiens, furent naturellement mécontents de perdre les créances qu'ils avaient sur eux, de temps immémorial, et se refusèrent à accepter les services de leurs anciens peones émancipés. Ceux-ci, d'autre part, n'ayant ni terres, ni ressources pour les exploiter en grand, se voyant condamnés à la misère, acceptèrent bénévolement de reprendre leur ancienne situation à peu près asservie.

Maximilien aurait dû être prévoyant et offrir le bien à la place du mal qu'il comptait détruire. Il eut fallu s'efforcer d'établir une réglementation du travail qui favorisât la situation du travailleur tout en ménageant les intérêts de ceux qui les faisaient travailler et, d'autre part, assurer les moyens d'existence de ces peones qui, en recouvrant ce qu'on appelait l'indépendance, perdraient leur place au râtelier où ils vivaient.

Il est vrai que Maximilien avait conçu d'autres décrets destinés sans doute à compléter celui de l'émancipation. Ils étaient relatifs à la conduite du travail, au recensement de la population, à la division de la propriété. Il demanda au Maréchal de lui faire connaître les observations que pou-

vaient lui suggérer ces mesures. Puis, il rencontra de sérieuses oppositions dans son gouvernement même et, en fin de compte, il ne produisit rien. Du reste, dans cet ordre d'idées, et en vue des projets de colonisation, l'Empereur avait créé une commission chargée de rechercher tous les terrains inexploités où on pourrait établir des colons; mais, mal dirigée et mal inspirée, cette commission ne fit rien. Aussi, après avoir refusé les colons américains confédérés qu'en nombre considérable offrait le général américain Shaugter, ainsi que la colonisation puissante de M. Gwin, envoyé par Napoléon III, manquant enfin l'effet espéré par l'émancipation des Indiens peones, le Gouvernement se trouva n'avoir pas fait un pas en avant et, comme résultat final, il ne récolta que des témoignages de mécontentement. Il en allait ainsi en toutes choses, sous la main de ce malheureux Empereur, bien intentionné sans doute, mais impuissant par tempérament, qui s'obstinait à négliger les conseils impulsifs et bien désintéressés de l'intervention française et du Maréchal, son chef, pour lui reprocher ensuite avec âpreté les difficultés qu'il enfantait lui-même!

Du reste, l'anarchie était partout dans le Gouvernement où l'action du chef de l'Etat était trop souvent illusoire ou tenue en échec par les ministres, voire même par des sous-secrétaires d'Etat, qui se permettaient parfois des observations, presque des remontrances, à des dispositions arrêtées et signées par l'Empereur. Tellement qu'en plusieurs circonstances difficiles, le Souverain dut faire donner l'Impératrice pour vaincre les résistances de son conseil. C'était pitoyable!

Le 30 septembre, arriva à Mexico une grosse nouvelle attendue depuis longtemps par Maximilien et qui produisit une vive émotion dans les milieux gouvernementaux.

L'événement n'avait pourtant pas une grande importance matérielle, mais il était de nature à être exploité. Juarez, disait-on, venait de quitter le sol mexicain pour s'établir en territoire américain. Les politiciens emballés

considérèrent le fait comme une abdication, et l'Empereur fut de ce nombre. C'était peut-être aller trop vite, et il eut été sage de réfléchir avant d'exploiter la situation nouvelle; c'est ce que ne fit pas Maximilien.

Il y a un vieux proverbe qui dit : « Qui quitte sa place, la perd. » C'est logique en principe; mais la politique force parfois bien des logiques à capituler. Et puis la situation de ce Président... détrôné par la force n'était pas d'une régularité absolue ni usuelle. Car enfin, pourquoi les Américains recevaient-ils, soutenaient-ils la cause de Juarez vaincu, alors qu'ils poussaient des clameurs de Hurons furieux pour empêcher le Gouvernement siégeant à Mexico de recevoir les Confédérés vaincus? Et, si pendant deux ans, nous avons porté aide et assistance à ces mêmes Confédérés, alors qu'ils luttaient encore, qu'auraient-ils dit?

Ils n'ont pourtant pas invoqué la doctrine Monroë au temps jadis où nous les aidions à bouter dehors les Anglais! Tout cela n'était, en somme, que spéciosités et chicanes diplomatiques.

D'ailleurs, un Etat ne peut ni ne doit tolérer sur son territoire le siège d'un gouvernement étranger dont le drapeau ne peut matériellement et moralement flotter que sur la demeure de son représentant diplomatique. En somme, Juarez ne pouvait avoir la prétention de gouverner, en résidant aux Etats-Unis, la République mexicaine et, en quittant le territoire de celle-ci où il n'avait plus la possibilité de résider. Puisqu'il fuyait, il abandonnait *ipso facto* la présidence de cette République. Soutenir le contraire, c'était se créer une doctrine internationale inconnue jusqu'alors et inacceptable par le droit et la raison. On était donc, à Mexico, dans le droit absolu de considérer l'abandon du sol mexicain comme un renoncement matériel, effectif, au pouvoir qui mettait Juarez dans le clan des anciens présidents en disponibilité, mais restant néanmoins prétendants à le redevenir, tels que Santa-Anna, Miramon et autres épaves pré-

sidentielles se débattant dans les flots troublés de chacune des révolutions antérieures.

Si singulière que fût la situation de Juarez, si étrange et anormale que fût l'attitude des Américains, il fallait bien les admettre comme telles, les accepter par sagesse ou les repousser par la force. C'est ce que nous aurions dû faire et pu faire. Mais Maximilien n'adopta ni l'un ni l'autre de ces partis; et, feignant de s'appuyer sur l'abdication, il prit des mesures que celle-ci semblait justifier, ce qui fut une faute en raison de leur caractère violent. En outre, considérant cette abdication comme effective, il admit comme une de ses conséquences toutes naturelles que la reconnaissance de son gouvernement par les Etats-Unis s'imposait désormais, puisque ceux-ci accueilleraient sur leur territoire le Président déchu. C'était tout simplement une folie de la part de Maximilien. Le maréchal Bazaine, du reste, ne partagea pas cette illusion.

Dans ces conditions, Maximilien, emporté par le désir d'arrêter la nouvelle levée de boucliers des dissidents et de mettre promptement fin à la résistance à laquelle l'abandon de Juarez enlevait toute raison légale, formula un manifeste, accompagné d'un décret, dont les conséquences devaient être considérables, mais pas dans le sens qu'il avait espéré. Il donna lieu aux appréciations les plus variées et à des commentaires de toutes sortes. Mexico fut pendant quelques jours la foire aux idées, que chacun débitait selon ses intérêts et la tournure de son esprit. Ce qui, dans ces manifestations de l'opinion, parut le plus singulier, c'est qu'on fit courir le bruit que le Maréchal était l'auteur du décret qui mettait les dissidents hors la loi et édictait contre eux les mesures de répression terribles; car on pourrait les appeler mesures de suppression sans merci. Qu'on en juge: « Tous les dissidents pris les armes à la main ou convaincus d'appartenir à une bande armée, seront traduits sur-le-champ devant la cour martiale et fusillés dans les vingt-quatre heures, sans aucune espèce d'appel ou de grâce possibles. »

Ce qui était encore plus sommaire, c'est que ceux qui « seraient pris en combattant, seraient jugés séance tenante par le chef de la troupe et exécutés ». Peut-on imaginer dispositions plus draconiennes? C'était pure sauvagerie. En somme, il y avait dans ces bandes beaucoup de bandits de profession et de tempérament; mais on y trouvait souvent des malheureux Indiens enrôlés par la force. A plus forte raison doit-on s'indigner de voir de pareils procédés à l'égard des débris plus ou moins bien reconstitués des troupes de Juarez, dites régulières et commandées par un grand nombre d'officiers de l'armée nationale.

Le Maréchal n'eût jamais conçu de pareilles rigueurs et composé un aussi inexorable « code de la mort ». Bazaine était énergique mais pas cruel. J'en ai eu la preuve dans un grand nombre de circonstances. Lorsqu'il prenait une mesure de rigueur, c'est que celle-ci s'imposait.

La vérité, c'est que le Maréchal ne cessait de supplier l'Empereur de montrer de la fermeté, de l'énergie, de ne pas gaspiller sa bonté naturelle au bénéfice de ses ennemis, ce qu'il faisait continuellement; mais il ne poussait jamais à la cruauté. Aussi, au sujet de cette paternité du décret si malheureux lancé par Maximilien, nous avons tous pensé, autour du Maréchal et le Maréchal lui-même, que cette rumeur émanait de gens du gouvernement et de l'entourage du Souverain dont ils voulaient détourner l'odieux de la mesure pour la faire endosser par Bazaine dont ils s'efforçaient, par tous les moyens, même les plus déloyaux, de détruire la soi-disant influence qu'on lui prêtait sur l'esprit de Maximilien. Du reste, les termes dans lesquels, par son rapport politique du 9 octobre, le Maréchal annonçait l'événement à son ministre de la Guerre, montrent bien que si, comme il le dit, « Sa Majesté s'est enfin décidée, sur mes conseils, à donner une preuve de fermeté qui a fait bon effet parmi les conservateurs », ce n'est pas lui qui a conseillé d'être aussi terrible et qu'à plus forte raison il n'est pas l'auteur de procédés d'exécutions aussi radicales et sys-

tématiques. Le Maréchal ajoute la phrase suivante dans ce rapport : « Les conservateurs espèrent y voir la fin de cette période d'indulgence par laquelle l'Empereur a mis le pouvoir entre les mains du parti opposé. » On voit qu'il s'attachait à détruire chez le Souverain la faiblesse et l'indulgence mais sans préconiser l'extermination du parti opposé.

Il est vrai que l'Empereur, avant de publier son décret tout préparé, en avait soumis le texte au Maréchal, mais personne n'a pu savoir si ce dernier n'y a pas fait des observations restrictives. Alors même que la rigueur des mesures édictées lui eût paru excessive, il eût été quelque peu embarrassé pour le faire savoir, puisqu'il avait toujours poussé le Souverain dans la voie de l'énergie. D'autre part, il trouvait dans cette nouvelle impulsion donnée à la répression du brigandage, particulièrement, un avantage important. Ce décret, en reportant sur le Gouvernement toute la responsabilité des rigueurs à appliquer à l'avenir, dégageait moralement nos troupes, surtout nos officiers, commandants de détachements, s'ils étaient dans l'obligation de procéder parfois à des exécutions sommaires. Ces sentiments du Maréchal sont absolument démontrés dans son rapport du 13 octobre où il écrivait à son ministre : « La cour martiale française a cessé de fonctionner à Mexico et a été remplacée par une cour martiale mexicaine. Il y a longtemps que je désirais voir retomber sur les Mexicains la responsabilité des mesures de répression dont on nous a trop longtemps laissé l'odieux. » Ce langage prouve bien que s'il admettait la nécessité de mesures aussi sévères, leur application lui répugnait.

Quoi qu'il en soit, le décret fut une faute, comme le sont généralement tous ceux de même nature. Il envenima la lutte et la rendit encore plus sanguinaire. Fortement critiqué, il ne semble pas que ces critiques fussent justifiées de la part des Américains du Nord, qui avaient mis à prix la tête de certaines notabilités d'Américains du Sud, pas plus aussi que celles formulées par certains membres de l'opposition

en France qui, quelques années plus tard, firent fusiller des généraux français le long d'un mur de Paris !

Cependant, l'armée française était résolue à apporter un certain tempérament à l'exécution des prescriptions du décret, car le Maréchal, tout en se conformant aux obligations qui lui incombait, avait donné dans ce sens des instructions à ses troupes.

Malheureusement, au moment même de la promulgation du décret, survint un incident douloureux, de nature à envenimer encore la situation, qui se produisit dans des conditions abominables, ne répondant en rien aux dispositions édictées par Maximilien. Des bandes, ou plutôt des troupes dissidentes, qui depuis quelque temps parcouraient les Terres Chaudes, attaquèrent un train du chemin de fer de Vera-Cruz. Elles y capturèrent neuf militaires français qui s'y trouvaient : un lieutenant du génie, un garde d'artillerie et sept soldats. Tous étant sans armes, ce n'était que des passagers ; les partisans de Juarez les massacrèrent en les mutilant odieusement !

Dans ces conditions, on est bien obligé de reconnaître que ce sont les dissidents qui ont commencé la lutte sanginaire, et cela d'une façon lâche et infâme, qui aurait dû inspirer la promulgation du décret si celle-ci n'avait eu lieu au même moment que se produisit l'attentat criminel.

Aussi, le Maréchal, indigné, entra cette fois résolument dans la voie de la répression sans merci, et il adressa à ses troupes de nouvelles instructions sans pitié. Pourtant elles ne s'appliquaient qu'à des gens pris les armes à la main. C'était une guerre inexorable que le Maréchal définissait en ces termes impressionnants mais justifiés : « Je n'admets pas qu'on fasse de prisonniers ; tout individu, quel qu'il soit, pris les armes à la main sera mis à mort... C'est une guerre à mort entre la barbarie et la civilisation... des deux côtés, il faut tuer ou se faire tuer. »

Des philosophes en chambre trouveront que ces procédés sont excessifs et que la civilisation doit tendre la joue droite,

quand la barbarie a frappé celle de gauche. Cela est bon à dire quand on n'est pas obligé de présenter son visage à des sauvages, à des bêtes féroces. Des philanthropes rêveurs, apôtres quand même de la paix universelle, prêcheront bien un jour à la civilisation de répondre par des oranges et des cantaloups aux boulets et aux bombes que leur projetera la barbarie. Ils ne referont pas l'espèce humaine et ne supprimeront pas les circonstances où, les passions étant déchainées, on ne reconnaît plus qu'un principe efficace : « Dent pour dent; œil pour œil. » Et c'est grâce à son application que le colonel Dupin et sa contre-guerilla avaient purifié les Terres Chaudes jusqu'alors empoisonnées.

Au meurtre des neuf Français, la riposte ne se fit pas attendre. Dix jours après, le colonel Mendez, de l'armée impériale, opérant dans l'état de Michoacan, battit une forte colonne de dissidents et lui fit 300 prisonniers dont deux généraux, Arteaga et Zalazar. Il évacua tous ses prisonniers ne conservant que les deux généraux et se rendit à Uruapan, petite ville où, plusieurs mois avant, ces deux serviteurs de Juarez avaient fait fusiller un officier supérieur et le sous-préfet de la localité. Il les fit fusiller à leur tour, à la place même où ils avaient fait exécuter les autres.

Ce raffinement de cruauté vengeresse était presque une justification; il ne faisait qu'appliquer la peine du talion et prouvait que Mendez n'agissait pas seulement en conformité du décret impérial. Les deux victimes avaient deux titres justiciables pour être passées par les armes : elles expiaient un acte qui n'était, alors qu'elles le commirent, qu'un crime lâche et cruel. On ne pouvait donc pas considérer ces représailles comme une réponse au massacre de nos neuf victimes françaises.

Quoi qu'il en soit, l'émotion générale causée par l'apparition du décret de Maximilien se changea promptement en scepticisme à l'égard de son efficacité, car on commençait à bien connaître le caractère faible et versatile de l'Empereur. On fut convaincu que cette mesure ne serait pas appli-

quée dans toute sa rigueur, manquerait alors son effet utile et aurait l'inconvénient de révéler aux yeux les plus fermés l'insuffisance du Souverain qui, se manifestant en toutes choses, était la cause du grand découragement qui envahissait son parti et ranimait, au contraire, les espérances de ses ennemis.

Maximilien avait beau s'évertuer à faire des décrets, la situation n'en devenait pas meilleure. Il est vrai que si les uns étaient mauvais, comme celui dont je viens de faire le procès, les autres étaient insignifiants et même parfois si puérils qu'ils finissaient par devenir ridicules. Ce malheureux prince n'a-t-il pas eu l'incroyable idée, pour encourager la saine littérature nationale, de créer un prix de cinq mille francs pour l'auteur de la meilleure comédie ! — c'était vraiment lui qui la jouait, la comédie demandée ! — enfin un autre prix de même valeur pour la production de la plus émouvante tragédie ! Le malheureux ne se doutait pas que bientôt il serait, de ce prix, le lauréat martyr à Queretaro !

On entra à pleines voiles dans l'invraisemblance et l'inconséquence, hélas ! pour n'en sortir jamais !

J'ai déjà dit qu'on avait reproché au maréchal Bazaine de n'avoir pas tenu convenablement son Gouvernement au courant de la situation. Je dois encore, pour confondre ces fausses accusations, reproduire ce qu'il écrivait à son ministre dans son rapport politique du 27 octobre :

« Les difficultés que nous rencontrons aujourd'hui ne doivent pas surprendre l'esprit attentif qui a suivi dans tous ses détails la marche du gouvernement de Maximilien.

« L'espèce de tactique par laquelle on a constamment rejeté l'élément français partout où il pouvait être utile se révèle en toute occasion. Les agents français que nous avons envoyés dans les départements n'ont-ils pas été réduits à un rôle ridicule et parfaitement inutile. S'agit-il de la police, on veut bien la laisser organiser par M. Maury, un agent français, mais on se refuse à donner à celui-ci aucun titre officiel ni aucun pouvoir. C'est bien la reproduction de ce qui

s'est passé dans l'administration des télégraphes où, pour dominer complètement l'ingénieur français qui avait tout organisé, et pour rendre la chose plus évidente, on a mis à la tête de cette administration des mains entièrement inexpérimentées.

« Enfin, dans une sphère plus haute, c'est bien encore ce qui s'est passé au sujet de M. Langlais. A peine était-il annoncé que les conseils des ministres se sont succédés à la hâte afin d'adopter, sans son concours, des mesures financières destinées sans doute à paralyser sa mission.

« Il semble donc de plus en plus que l'ingratitude du Gouvernement mexicain envers la France commence à se manifester clairement, et si l'on ne veut pas encore prononcer le mot de déloyauté, il faut au moins constater que par une politique malheureuse nous en sommes réduits à un rôle presque ridicule, celui de *conseiller inutile*.

« J'ai signalé, par la succession de mes rapports politiques, bien des détails qu'au premier abord ne semble pas devoir comporter le cadre d'un semblable travail. Je tenais à éclairer Votre Excellence par cet ensemble de faits et à bien prouver que je ne jugeais pas à la légère la ligne de conduite qui était suivie.

« Après avoir rempli ce devoir vis-à-vis de la France, je me suis considéré comme devant en remplir un autre vis-à-vis du Gouvernement mexicain, celui de ne pas manquer une occasion d'appeler son attention sur les fautes commises.

« Je conserve par devers moi la série de toutes les communications que j'ai adressées à l'Empereur soit pour lui indiquer les nombreuses fautes commises par l'administration, soit pour l'avertir des aspirations et des plaintes des différentes localités. Les réponses qui m'ont été consignées en marge se bornent à mentionner que Sa Majesté en a pris connaissance.

« Aujourd'hui, je sais d'avance à quoi m'en tenir sur toute nouvelle communication que je puis adresser. »

D'après cela s'expliquent bien des âpres attaques, les

fourbes accusations, les odieuses calomnies qui, sourdement, traîtreusement, ont été dirigées contre le Maréchal par tous les gens que son loyalisme français gênait dans leurs intrigues et qui paralysait leurs machinations.

Dans ces conditions, qui donc est le seul responsable des malheurs de l'Empire, sinon l'Empereur lui-même ? Pourtant ce malheureux était animé des meilleures intentions et ne semblait pas soupçonner encore le danger qui le menaçait.

Aussi, après avoir produit une série de décrets et déclaré au Maréchal qu'il allait gouverner, Maximilien n'eut rien de plus pressé que de se remettre en voyage. Cette fois, il ne s'agissait pas seulement d'une promenade qui ne l'entraînerait pas très loin de la capitale ou d'une villégiature à Cuernavara, mais bien d'un voyage relativement lointain et qui nécessitait une traversée, car l'expédition par terre n'était ni pratique ni exempte de dangers dans les circonstances où l'on se trouvait.

L'Empereur, et surtout l'Impératrice, rêvaient depuis quelque temps d'aller visiter le Yucatan ou plutôt de présenter leurs augustes personnes aux Indiens de ce pays. Ce n'était pourtant pas l'heure de se livrer à la culture de l'archéologie de cette province, si antiques que fussent son histoire et sa civilisation particulière; mais bien plutôt de se consacrer à la néologie de leur Empire. Ce n'étaient pas sans doute les effluves et la végétation pittoresque des Terres Chaudes, ni les étonnants monuments aztèques qui attireraient les jeunes Souverains, mais bien les ovations ardentes, passionnées des Indiens qu'ils comptaient y trouver comme diversion puissante aux amères préoccupations qui les assaillaient chaque jour au sein de leur capitale. L'Impératrice, fantasque et rêveuse, éprouvait ces sentiments plus encore peut-être que son auguste époux. Là-bas, plus de ministres récalcitrants ou raisonneurs, plus de Maréchal trouble-fête !

Cette nouvelle avait fait un très mauvais effet dans l'esprit public et les commentaires s'égarèrent dans les appréciations les plus étranges. Bon nombre de Mexicains même

voulaient voir dans ce voyage un acheminement vers l'Europe des Souverains désillusionnés du Mexique. Déjà ?

Le Maréchal, fidèle à son mandat de veiller sans cesse à la marche des affaires, avait plusieurs fois exposé à Maximilien combien son absence de Mexico serait regrettable et mal appréciée. Il l'avait enfin conjuré de renoncer pour le moment à son projet de voyage, qui, du reste, n'apporterait pour l'affermissement de son Empire qu'un concours presque nul, le Yucatan étant un pays qui ne marchait pas à l'unisson du Mexique entier et fort peu inféodé à la cause de Juarez, ne demandant pas mieux que de rester fidèle à la cause impériale. Maximilien se décida enfin à renoncer au voyage, laissant à l'Impératrice le soin d'aller, par sa gracieuse influence, réchauffer les sentiments de la population aztèque qui attendait la venue des Souverains, plusieurs fois annoncée.

L'Impératrice Charlotte partit le 6 novembre, accompagnée du ministre d'Etat et de celui de la Justice, des ministres de Belgique et d'Espagne et d'une partie de sa cour. Elle se rendit à Vera-Cruz où elle s'embarqua sur le *Tampico*, vapeur mexicain qui, d'habitude, faisait des voyages sur New-York. La frégate autrichienne *Dandolo*, presque toujours mouillée à Vera-Cruz, l'escorta dans son voyage maritime. La traversée du golfe de Mexique était courte, mais elle fut particulièrement désagréable. L'Impératrice eut la mauvaise fortune de subir un de ces coups de vent du Nord qui, en cette saison, sont souvent terribles. Le 23, elle faisait son entrée à Merida, la capitale, au milieu d'un immense enthousiasme.

CHAPITRE II

COUP D'ETAT DE JUAREZ

Situation intérieure de l'Empire, fin de 1865. — Situation extérieure. — Attitude des Etats-Unis. — Relations incorrectes des autorités américaines de la frontière. — Violations de neutralité. — Apparences de conflit. — Précautions et mesures défensives prises par le Maréchal. — Exposé de la situation entre les Etats-Unis, la France et le Mexique. — Rapports du maréchal Bazaine. — Opinions d'Américains. — Complot de Santa-Anna. — Incident de Béarn. — Situation militaire. — Affaire de Monterey. — Fantaisies stratégiques de Maximilien. — Découragement des populations. — Mouvement d'opinion vers la France.

Quelle était donc, en cette fin d'année, la situation générale de l'Empire ? Etait-elle partout assez rassurante pour que l'Empereur ait cru pouvoir s'éloigner des affaires et voyager ?

A l'intérieur, on pouvait constater une légère amélioration de la situation dans un certain nombre de départements, ceux principalement qui faisaient partie des grands commandements où se trouvaient nos troupes. C'était une conséquence du décret de mise hors la loi des dissidents en armes qui, en révélant l'énergie, la fermeté de l'Empereur, avait ravivé celles des fonctionnaires et chefs militaires mexicains. On signalait nombre d'agents civils qui n'avaient pas hésité à faire fusiller les Libéraux pris les armes à la main. En outre, de nombreux dissidents avaient fait leur soumission à l'Empire. Cette spontanéité parut même singulière de la part de gens si acharnés à la lutte ; on pensa que ce mouvement insolite de soumissions pouvait n'être que si-